

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/N/8/PHL/2/Suppl.1
G/SG/N/10/PHL/1
G/SG/N/11/PHL/1
17 avril 2002
(02-2112)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

**NOTIFICATION, AU TITRE DE L'ARTICLE 12:1 B) DE L'ACCORD SUR
LES SAUVEGARDES, DE LA CONSTATATION DE L'EXISTENCE
D'UN DOMMAGE GRAVE OU D'UNE MENACE DE DOMMAGE
GRAVE CAUSÉ PAR UN ACCROISSEMENT
DES IMPORTATIONS**

**NOTIFICATION PRÉSENTÉE AU TITRE DE L'ARTICLE 12:1 C)
DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES**

**NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 9, NOTE DE BAS DE PAGE 2
DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES**

PHILIPPINES

La Mission permanente des Philippines a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 12 avril 2002.

Comme suite à la notification G/SG/N/7/PHL/2-G/SG/N/8/PHL/2 diffusée le 30 novembre 2001 et conformément à l'article 12 de l'Accord sur les sauvegardes, le gouvernement des Philippines a l'honneur de notifier au Comité des sauvegardes un décret du Ministère du commerce et de l'industrie des Philippines relatif à une sauvegarde - affaire n° 01-2001, daté du 11 avril 2002, par lequel ce ministère constate, après une détermination préliminaire, que l'accroissement des importations de carreaux de sol et de revêtement mural en céramique a causé un dommage grave à la branche de production nationale concernée et impose un droit de sauvegarde définitif de 5,40 pesos philippins par kg la première année, de 4,30 pesos par kg la deuxième année et de 3,50 pesos par kg la troisième année sur les carreaux de sol et de revêtement mural en céramique en provenance de divers pays.

**DÉCISION RELATIVE À L'APPLICATION DE MESURES
GÉNÉRALES DE SAUVEGARDE APPLICABLES À L'IMPORTATION
DE CARREAUX DE SOL ET DE REVÊTEMENT MURAL EN CÉRAMIQUE
EN PROVENANCE DE DIVERS PAYS
(AFFAIRE N° 01-2001)**

Association des fabricants de carreaux de céramique

Auteur de la plainte

X-----X

DÉCISION

Le 22 mai 2001, le Ministère du commerce et de l'industrie (DTI) a déclaré recevable une requête dûment motivée des fabricants philippins de carreaux de céramique qui alléguaient que des carreaux de céramique étaient importés aux Philippines en quantités tellement accrues qu'ils causaient ou menaçaient de causer un dommage grave à la branche de production nationale au sens de la Loi n° 8800 de la République (R.A.), désignée "Loi sur les mesures de sauvegarde". La requête demande l'imposition de mesures générales de sauvegarde, provisoires et définitives, aux importations de carreaux de sol et de revêtements muraux en céramique, vernissés ou non, relevant des positions 6907.9000 du SH et 6908.9000 de la Nomenclature tarifaire et douanière.

Le DTI a fait une détermination préliminaire positive concernant la requête et, conformément à l'article 8 de la RA 8800, a conclu à l'existence de "circonstances critiques" qui justifiaient l'imposition de mesures provisoires équivalant à 5,40 P/kg, pendant au maximum 200 jours à compter de la date de publication par le Bureau des douanes (BOC) du Décret d'application concernant les douanes (CMO). Le BOC a publié le CMO n° 4-2002 le 4 janvier 2002 en application du début du DTI. Le rapport du DTI a été communiqué à la Commission tarifaire pour enquête formelle, ainsi qu'il est prévu à l'article 7 de la loi.

Le 27 mars 2002, le DTI a reçu le rapport d'enquête formel de la Commission tarifaire sur la requête en cause. La Commission constate ce qui suit:

1. Il n'est pas nécessaire de prouver les circonstances prévues à l'article XIX du GATT de 1994 étant donné que le produit en cause (carreaux de céramique) ne fait l'objet d'aucune obligation ou concession tarifaire des Philippines en vertu de l'Accord de l'OMC. Néanmoins, ce genre d'enquête est régi par la législation nationale (RA 8800) et par les termes et conditions de l'Accord sur les sauvegardes.
2. La production conjuguée des deux (2) sociétés requérantes constitue une proportion majeure de la production nationale totale de carreaux de céramique.
3. Les carreaux de céramique fabriqués sur place sont considérés comme des "produits similaires" de carreaux de céramique importés.
4. Depuis 2000, des carreaux de céramique sont importés aux Philippines en quantité accrue, tant en valeur absolue que par rapport à la production nationale.

L'accroissement du volume des importations est récent, brutal et suffisamment fort pour causer un dommage grave à la branche de production nationale.

5. La branche de production a subi et subit encore un affaiblissement global significatif: perte de parts de marché; impossibilité d'augmenter le volume de la production et des ventes malgré l'accroissement de la demande; régression de l'emploi; sous-utilisation de capacité; perte immense de chiffre d'affaires.
6. D'autres facteurs ont contribué à la dégradation générale de la situation de la branche de production nationale, mais la Commission estime que la quantité accrue d'importations à bon marché a été la cause principale du dommage grave causé à la production nationale de carreaux de céramique.

L'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations de carreaux de sol et de revêtement mural en céramique et le dommage grave causé à la branche de production nationale ayant été établie, la Commission a recommandé l'imposition de mesures générales définitives de sauvegarde sous forme d'un contingent tarifaire et d'un droit de douane spécifique sur les carreaux susmentionnés.

L'article 5 de la Loi RA 8800 est ainsi conçu:

"Le Secrétaire applique une mesure de sauvegarde générale après que la Commission a déterminé à titre définitif qu'un produit est importé en des quantités accrues, que ce soit en termes absolus ou relatifs par rapport à la production nationale, au point de constituer une cause substantielle de dommage grave ou de menace de dommage grave à la branche de production nationale; toutefois, dans le cas des produits non agricoles, le Secrétaire établit d'abord que l'application de telles mesures de sauvegarde sera conforme à l'intérêt public."

Le DTI a examiné les conclusions et recommandations de la Commission, et il a établi que l'application de mesures de sauvegarde serait conforme à l'intérêt public.

VU CE QUI PRÉCÈDE, et conformément à l'article 13 de la Loi RA 8800, il est décidé ce qui suit:

1. Un droit de sauvegarde définitif de 5,40 P/kg la première année, de 4,30 P/kg la deuxième année et de 3,50 P/kg la troisième année est imposé sur les carreaux de sol et de revêtement mural en céramique en provenance de divers pays. La première année d'application de la mesure définitive comprend la période dans laquelle le droit provisoire de sauvegarde a été appliqué, c'est-à-dire la période commençant le 9 janvier 2002, date de publication du Décret d'application n° 4-2002.
2. Toutefois, le droit général de sauvegarde ne s'appliquera pas aux carreaux de céramique en provenance du Japon et des États membres de l'Union européenne, qui ne peuvent pas être considérés comme "produit similaire ou produit directement concurrent" au sens de l'article 4 de la Loi RA 8800.

3. En application de l'article 13 de la Loi RA 8800 et de la Règle 13.1 d) de son Règlement d'application, **"une mesure de sauvegarde générale ne peut être appliquée à l'égard d'un produit originaire d'un pays en développement si sa part des importations totales du produit considéré est inférieure à trois pour cent (3%), à condition toutefois que les pays en développement dont la part est inférieure à trois pour cent (3%) ne contribuent pas collectivement pour plus de neuf pour cent (9%) aux importations totales"**. Le droit général de sauvegarde sur les carreaux de sol et de revêtement mural en céramique ne s'appliquera pas non plus aux pays de la liste ci-après:

Afrique de l'Est et Afrique australe	Afrique de l'Ouest	Afrique du Nord	Asie du Sud
Afrique du Sud Angola Botswana Burundi Comores Congo, Rép. dém. Djibouti Érythrée Éthiopie Kenya Lesotho Madagascar Malawi Maurice Mozambique Namibie Ouganda Réunion Rwanda Seychelles Somalie Soudan Swaziland Tanzanie Zambie Zimbabwe	Bénin Burkina Faso Cameroun Cap-Vert Congo, Rép. Côte d'Ivoire Gabon Gambie Ghana Guinée Guinée-Bissau Guinée équatoriale Libéria Mali Mauritanie Niger Nigéria République centrafricaine Sao-Tomé-et-Principe Sénégal Sierra Leone Tchad Togo	Algérie Égypte, Rép. arabe d' Libye Maroc Tunisie	Afghanistan Bangladesh Bhoutan Inde Maldives Népal Pakistan Sri Lanka Territoire britannique de l'océan Indien Timor-Oriental

Europe et Asie centrale	Moyen-Orient	Amériques	Asie de l'Est et Pacifique
Albanie Arménie Azerbaïdjan Biélorus Bosnie-Herzégovine Bulgarie Chypre Croatie Estonie Fédération de Russie Géorgie Groenland Hongrie Kazakhstan Lettonie Lituanie Macédoine (RFY) Malte Moldova Ouzbékistan Pologne République kirghize République slovaque République tchèque Roumanie Slovénie Tadjikistan Turkménistan Turquie Ukraine Yougoslavie, Rép. féd.	Arabie saoudite Bahreïn Cisjordanie et Gaza Émirats arabes unis Iran, Rép. islamique Iraq Israël Jordanie Koweït Liban Oman Qatar République arabe syrienne Yémen, Rép.	Anguilla Antigua-et-Barbuda Antilles néerlandaises Argentine Aruba Bahamas Barbade Belize Bermudes Bolivie Brésil Chili Colombie Costa Rica Cuba Dominique El Salvador Équateur Grenade Guadeloupe Guatemala Guyana Guyane française Haïti Honduras Îles Caïmanes Îles Falkland (Malvinas) Île Norfolk Îles Turques et Caïques Îles Vierges britanniques Îles Vierges américaines Jamaïque Martinique Mexique Montserrat Nicaragua Panama Paraguay Pérou Porto Rico République dominicaine Sainte-Hélène Sainte-Lucie Saint-Kitts-et-Nevis Saint-Pierre et Miquelon Saint-Vincent-et-les Grenadines Suriname Trinité-et-Tobago Uruguay Venezuela	Brunéi Darussalam Cambodge Corée, Rép. Corée, Rép. dém. Fidji Guam Île Christmas Îles des Cocos Îles Cook Île Johnston Îles Marshall Îles Mariannes du Nord Îles Midway Île Pitcairn Îles Salomon Île de Wake Îles Wallis et Futuna Kiribati Lao (Rép. dém. pop.) Macao Micronésie (États fédérés) Mongolie Myanmar Nauru Nioué Nouvelle-Calédonie Palaos Papouasie- Nouvelle-Guinée Polynésie française Samoa Samoa américaines Singapour Thaïlande Tonga Tokélaou Tuvalu Vanuatu Viet Nam

Toutes les garanties en espèces qui auraient été imposées sur des marchandises originaires des pays énumérés ci-dessus et placées en entrepôt aux Philippines ou retirées d'un entrepôt aux Philippines en vue de la consommation à compter du 9 janvier 2002, date de l'entrée en vigueur du CMO 4-2002, seront restituées immédiatement à l'importateur.

Les obligations de notification et de consultation visées à l'article 12 de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes et à l'article 17 de la Loi RA 8800 et de son décret d'application seront honorées.

Les importations originaires d'États membres de l'ANASE sont régies par les dispositions des articles 6 et 8 de l'Accord CEPT de l'ANASE.

L'application de la mesure générale définitive de sauvegarde fait l'objet d'un suivi et d'un examen conformément aux articles 15 et 16 de la Loi RA 8800.

La présente décision est publiée dans deux (2) journaux à grand tirage.

POUR PROMULGATION.

11 avril 2002

MAR ROXAS

Secrétaire
